



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOSSI, Clare HART, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Yvon PELLET, Véronique PEREZ

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Politique de la ville - Conseils citoyens - Attribution de la subvention annuelle de fonctionnement au titre de l'exercice 2020 - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 a créé les Conseils citoyens. Ce sont des instances de démocratie participative mises en place à l'initiative des collectivités, de leurs groupements et de l'Etat, dans le cadre du contrat de ville. Les conseils citoyens doivent permettre le recueil de « l'expertise d'usage » par l'habitant dont on entend rarement la voix. Ils doivent être des espaces de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants. La loi prévoit également que les conseils citoyens soient autonomes et indépendants.

Ainsi, les 12 conseils citoyens montpelliérains, dotés d'un statut associatif, ont été installés en début d'année 2016 sur les 12 quartiers politique de la ville. Leur composition est issue d'un tirage au sort pour le collège des habitants, et d'un appel à candidature pour le collège des représentants des associations et acteurs locaux, conformément à la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 19 février 2015.

Les membres de ces conseils citoyens ont été renouvelés en juin 2018. Des réunions d'installation, spécifiques à chaque conseil citoyen, ont été organisées en octobre 2018. Puis un prestataire, retenu après appel d'offre, a été missionné pour réaliser un accompagnement des 12 conseils citoyens, tant global qu'individualisé, sur une durée d'un an (année 2019).

Par ailleurs, dans le cadre de sa compétence politique de la ville, la Métropole met en place des moyens dédiés pour leur fonctionnement courant : local entièrement équipé indépendant, ordinateur, téléphone, ainsi qu'une subvention annuelle permettant la prise en charge des dépenses inhérentes à l'organisation de réunions publiques, d'éventuels frais de déplacement de ses représentants, des outils de communication pour mobiliser les habitants...

Cette subvention métropolitaine de fonctionnement est d'un montant compris entre 3 000 € et 4 000 € par conseil citoyen, suivant le nombre d'habitants du territoire concerné :

- 3 000 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires de moins de 3 500 habitants ;
- 3 500 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires dont la population est comprise entre 3 500 et 10 000 habitants ;
- 4 000 € aux associations Conseils citoyens, représentant les territoires de plus de 10 000 habitants.

La présente délibération porte sur le renouvellement de la subvention annuelle de fonctionnement qui sera accordée aux 12 conseils citoyens au titre de l'année 2020, et ce, conformément à la répartition ci-dessous :

Conseil citoyen	Nombre d'habitants concernés	Montant de la subvention 2020 (en euros)
Vert Bois	1 000	3 000
Lemasson	1 170	3 000
Pompignane	1 170	3 000
Gély	1 265	3 000
Aiguelongue	1 380	3 000
Figuerolles	2 880	3 000
Pas du Loup - Val de Croze	3 530	3 500

Près d'Arènes	4 000	3 500
Cévennes	5 570	3 500
Petit Bard - Pergola	5 880	3 500
Mosson : Hauts de Massane	8 000	3 500
Mosson : Paillade et Celleneuve	14 600	4 000
TOTAL		39 500

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à chaque conseil citoyen des moyens dédiés pour leur fonctionnement courant, dont une subvention pour l'année 2020 sur la base du tableau détaillé ci-dessus ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 935 du budget principal 2020 de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110233-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type Fonctionnt CC 2020.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.